

PROTOCOLE «PARTICIPATION CITOYENNE»

Vu le code de procédure pénale et notamment ses articles 11 et 73 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

Entre l'**État**,

Représenté par Monsieur Vincent Roberti , préfet de Tarn-et-Garonne,

Le Colonel Marc De Rémond Du Chélas, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Tarn-et-Garonne,

Et

- La **commune de BESSENS** ,
représentée par **M.RAPHET** , maire

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Afin d'apporter une action complémentaire et de proximité dans la lutte contre les phénomènes de délinquance à laquelle se consacre la Gendarmerie Nationale, le présent protocole précise les modalités opérationnelles de mise en œuvre du dispositif «Participation citoyenne» sur la commune de **BESSENS** .

Le dispositif vise à :

- rassurer la population ;
- améliorer la réactivité de la gendarmerie contre la délinquance d'appropriation ;
- accroître l'efficacité de la prévention de proximité.

Pour l'application du présent protocole, la Gendarmerie Nationale est représentée par le commandant de la brigade de Labastide St Pierre

Article 1 : Principe du dispositif : une approche territoriale de la sécurité

La démarche de "participation citoyenne" consiste à sensibiliser les habitants en les associant à la protection de leur propre environnement.

La connaissance par la population de son territoire et par conséquent des phénomènes de délinquance susceptibles de s'y produire permet de développer un mode d'action novateur d'information des forces de l'ordre.

Empruntant la forme d'un réseau de **solidarités de voisinage** constitué d'une ou plusieurs **chaînes de vigilance structurées autour d'habitants d'une même rue ou d'un même quartier**, le dispositif doit permettre d'alerter la gendarmerie de tout événement suspect ou de tout fait de nature à troubler la sécurité des personnes et des biens dont ils seraient les témoins.

Ce dispositif n'a pas vocation à se substituer à l'action de la gendarmerie.

Par conséquent, cela exclut l'organisation de toute patrouille ou intervention hors le cadre de crimes ou de délits flagrants (article 73 du Code de Procédure Pénale).

Article 2 : Rôle du maire

Conformément à l'article L. 2211-1 du code général des collectivités territoriales, le maire concourt par son pouvoir de police administrative au respect du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques sur le territoire de sa commune.

Le maire est un acteur clé de la sécurité publique et de la prévention de la délinquance sur son territoire. Le dispositif «participation citoyenne» renforce le maire dans son rôle de pivot de la politique de prévention de la délinquance.

Le maire est chargé, en collaboration étroite avec la gendarmerie, de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce dispositif.

Article 3 : Rôle des référents communaux

Sensibilisés aux phénomènes de la délinquance au cours de **réunions publiques** organisées conjointement par le(a) maire et le commandant de la brigade de Labastide St Pierre, des référents communaux des quartiers, rues et zones pavillonnaires relaient l'action de la gendarmerie auprès de la population et favorisent ainsi la diffusion de conseils préventifs pour lutter plus particulièrement contre la délinquance d'appropriation et les dégradations.

Il s'agit notamment de les amener à accomplir des **actes élémentaires de prévention** tels que la surveillance des logements temporairement inhabités, le ramassage du courrier des vacanciers...

Ils sont étroitement associés à l'action de prévention des cambriolages intitulée «opération tranquillité vacances» mise en œuvre sous l'autorité de la gendarmerie.

Article 4 : Procédure d'information

Hors les cas de crimes ou délits flagrants qui impliquent pour les témoins de l'événement un appel direct à la gendarmerie (appel d'urgence n° 17), les résidents transmettent aux référents communaux désignés par le maire, et au référent de la gendarmerie, toutes les informations qu'ils estiment devoir porter à la connaissance de leurs interlocuteurs, sous réserve qu'elles respectent les droits fondamentaux individuels et ne revêtent aucun caractère politique, racial, syndical ou religieux.

Pour ce faire, le commandant de la communauté de brigades de Grisolles désigne un correspondant et un suppléant qui seront les interlocuteurs privilégiés des référents communaux.

Dans le respect des dispositions de l'article 11 du Code de Procédure Pénale, les correspondants gendarmerie informent en retour le maire des mesures prises et lui adressent régulièrement un état statistique des faits de délinquance de proximité constatés sur la commune.

Ce dispositif qui se base sur une continuité de l'information, s'appuie sur un éventail de vecteurs de communication propices à la multiplication des échanges (rencontres, téléphone, fax, Internet).

Cette procédure s'inscrit pleinement dans le cadre de l'article L.2211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui instaure pour les forces de sécurité intérieure «l'obligation d'informer sans délai le maire des infractions (agressions, violences graves, accidents de la route...) causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de la commune».

Article 5 : Réunions d'échange

Afin de fluidifier et harmoniser le dispositif, des réunions d'échange, rassemblant le(a) maire, les référents de la commune, le commandant de la communauté de brigades de Grisolles, les correspondants gendarmerie et un référent sûreté du groupement, seront organisées une fois par an et en cas de besoin précis (phénomène sériel...).

Article 6 : Ordre du jour

Il est adressé 8 jours avant la date de la réunion aux participants.

Le préfet et le commandant de la compagnie de gendarmerie de Montauban en sont destinataires pour information et peuvent, s'ils le souhaitent, y participer ou y être représentés.

Article 7 : Modalités d'évaluation de la convention

Un rapport sur les conditions de mise en œuvre du présent protocole est rédigé une fois par an, dans les conditions fixées d'un commun accord par le commandant de la communauté de brigades de Grisolles et le maire de la commune.

Il est communiqué pour information à Monsieur le préfet (Cabinet), à Monsieur le procureur de la République, à Madame ou Monsieur le maire de la commune et au commandant de la compagnie de gendarmerie de Montauban.

AR Prefecture

082-218200178-20250925-DELIB2025_52-DE
Reçu le 02/10/2025
Publié le 02/10/2025

Il comprend les points suivants :

- L'analyse de la délinquance de proximité constatée sur la commune (comparaison de l'année A sur l'année A-1) ;
- Le sentiment de la population ;
- Les difficultés rencontrées et les améliorations éventuelles.

Article 9 : Durée du protocole

Il est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature, renouvelable chaque année par tacite reconduction. Il peut être dénoncé par l'une des parties après un préavis de six mois.

Fait à Montauban, le

**Le Colonel, commandant le groupement
de gendarmerie départementale de Tarn-et-Garonne,**

De Rémond Du Chélas Marc

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

ROBERTI Vincent

Le maire de BESSENS,

RAPHET Adrien